

CONTRE LE LAISSEZ-PASSER¹ SANITAIRE : JETEZ VOS SMARTPHONES !

Par le collectif du Vallon d'information sur les objets connectés et champs électromagnétiques artificiels, le 6 septembre 2021.
site : caves.org/collectifvallon

A l'heure où le retour à « la normale » est pressenti pour 2023², il devient urgent de s'interroger sur les logiques sous-jacentes qui ont amenées à l'imposition du passe-sanitaire et à son corollaire, la vaccination quasi-obligatoire.

Le numérique tient un rôle central dans cette dérive. Serge Halimi, rédacteur en chef du Monde Diplomatique va jusqu'à dénoncer une « dictature numérique » : (...) nous entérinons plutôt benoîtement l'invasion galopante du numérique et du traçage de nos vies intimes, professionnelles, de nos échanges, de nos choix politiques (...) M. Macron encourage en précipitant le remplacement des interactions humaines par un maquis de sites administratifs, de robots, de boîtes vocales, de QR codes, d'applications à télécharger. Dorénavant, réserver un billet, acheter en ligne, exige à la fois une carte bancaire et la communication de son numéro de téléphone portable, voire de son état civil. Il fut un temps, qui n'était pas le Moyen Âge, où l'on pouvait prendre le train en demeurant anonyme, traverser une ville sans être filmé, se sentir d'autant plus libre qu'on ne laissait derrière soi nulle trace de son passage. Et pourtant, il y avait déjà des enlèvements d'enfants, des attentats terroristes, des épidémies — et même des guerres.»³ Ajoutons qu'une étude de la Fondation Jean-Jaurès donne à voir une autre logique qui est en affinité élective avec cet autoritarisme technologique. Cette étude nous apprend que l'électorat macroniste rêve d'un « homme fort » et ce dans une proportion bien supérieure (46%) à celle des français. Cet électorat talonne l'extrême droite (54%) en cette velléité.

Plus largement, la société industrielle est étroitement liée à l'outil de gestion qu'est l'informatique. Ce dernier est tout sauf neutre et comme toute technique, elle « **redéfinit toujours les rapports sociaux** » selon François Jarrige⁴. Dès sa conception, l'informatique porte en elle cette tendance lourde qui permet d'accroître les capacités de contrôle sur la société de masse⁵ afin d'en perpétuer la logique : une logique socialement et écologiquement destructrice. Remettre en cause l'informatisation du monde et la complaisance technophile de tous les partis politiques est un préalable indispensable. Sans smartphone, ce « gadget de destruction massive »⁶ aucun gouvernement n'aurait pu aussi facilement déléguer ses pouvoirs de police aux restaurateurs, ni ces derniers les mettre en œuvre. Sans l'addiction entretenue à cette prothèse numérique qui géolocalise et contrôle à des fins commerciales et sécuritaires les citoyen.n.es depuis des années, le passe-sanitaire aurait-il été aussi facilement accepté ?

Le groupe PMO de prévenir... dès 2005 : « Si ce marché (du portable) est si porteur, c'est que le rouleau-compresseur marketing a su capter ce qui, dans ce monde high tech et dévoué à la guerre économique, avait été détruit : les rapports sociaux (...) Pourquoi aurions-nous besoin d'une médiation électronique pour communiquer si ce n'est pour nous adapter à un monde qui atomise chacun de nous et morcelle nos vies ? (...) "Selon Béatrice Fracchiolla, sociologue et chercheuse en pointe sur les nouvelles technologies, son usage immodéré (NDR : du portable) sert à combler les temps de déplacements quotidiens qui sont souvent source d'angoisse. "Ce temps passé en transit dans des sortes de "non-lieux" successifs, au milieu d'une foule anonyme, entraîne une perte d'identité", écrit-elle dans la revue Esprit critique. (...) La sociologue voit dans le portable (...) autant de tentatives de reconquête par l'humain d'espaces urbains chaotiques. Des moyens d'être mobile, comme autant de "palliatifs au rapport de voisinage qui diminue au fur et à mesure que les villes s'agrandissent et s'étendent, que leurs frontières deviennent de plus en plus délétères." (...) » (note 7).

Contrôler pour exclure... grâce aux smartphones : bienvenue dans la Technopolice

La Quadrature du Net, association nationale luttant contre les « cités technologiques et sécuritaires », décrit :

« (...) l'action que permet de réaliser le passe sanitaire : exclure de certains emplois, transports et lieux des personnes dont la situation diffère de certains critères fixés par l'État. Formulé ainsi, ce mode de régulation n'a rien de nouveau. C'est notamment de cette façon que l'État français traite les personnes étrangères (...) Au cours de la dernière décennie, la majorité de la population française (84% en 2020) s'est équipée en smartphone muni d'un appareil photo et capable de lire des code-barres en 2D, tels que des codes QR. En parallèle, l'administration s'est largement appropriée les outils que sont le code-barre en 2D et la cryptographie afin de sécuriser les documents qu'elle délivre : avis d'imposition, carte d'identité électronique... (...)

Si ces évolutions ne sont pas particulièrement impressionnantes en elles-mêmes, leur concomitance rend aujourd'hui possible des choses impensables il y a encore quelques années. Elle permet notamment de confier à des dizaines de milliers de personnes non-formées et non-payées par l'État (mais simplement munies d'un smartphone) la mission de contrôler l'ensemble de la population à l'entrée d'innombrables lieux publics, et ce, à un coût extrêmement faible pour l'État puisque l'essentiel de l'infrastructure (les téléphones) a déjà été financée de manière privée par les personnes chargées du contrôle. Désormais, et soudainement, l'État a les moyens matériels pour réguler l'espace public dans des proportions presque totales. (...)

¹ Voir l'analyse de Clément Schouler, magistrat, membre du Syndicat de la Magistrature <https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/170821/le-laisser-passer-sanitaire-un-dispositif-discriminatoire-au-sens-de-la-loi>
² <http://www.lefigaro.fr/sciences/covid-19-delfraissy-envisage-un-nouveau-variant-pour-le-courant-de-l-hiver-20210723>

³ <http://www.monde-diplomatique.fr/2021/08/Halimi/63421>

⁴ Lire par exemple à ce propos l'historien François Jarrige : <http://usbeketrica.com/fr/article/francois-jarrige-une-technique-n-est-jamais-neutre>

⁵ « La liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer » Groupe Marcuse 2013, éditions La Letteur

⁶ Pièces et Main d'Oeuvre « Le portable gadget de destruction massive » http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Portable_2008.pdf

La crise sanitaire a très certainement facilité ces évolutions, mais son rôle ne doit pas être exagéré. Cet emballement dramatique des pouvoirs de l'État s'inscrit dans un mouvement d'ensemble déjà à l'œuvre depuis plusieurs années qui n'a pas attendu le coronavirus, et contre lequel nous luttons sous le nom de « **Technopolice** ». Il s'agit du déploiement de nouvelles technologies visant à transformer les villes en « safe cities » capables de réguler l'ensemble de l'espace public. La Technopolice est l'expression d'évolutions technologiques qui, comme on l'a vu avec le cas du passe sanitaire, ont permis de rendre totales des formes de régulations qui, jusqu'alors, étaient plus ou moins ciblées (...)

Dans ces situations, tout ce qui compte pour l'État est de **diriger nos corps dans l'espace** (...) Ce contrôle des corps se fait en continu et à tous les niveaux. D'abord pour **détecter les corps jugés « anormaux »**, que ce soit par leur comportement, leur apparence, leur visage, leur statut vaccinal, leur âge... Ensuite **pour contraindre les corps et les exclure de la société**, que ce soit par la force armée de la police ou par des interdictions d'entrée. **Enfin pour habiter les corps et les esprits en nous faisant intérioriser les règles dictées par l'État** et en poussant à l'auto-exclusion les personnes qui ne s'y soumettent pas. Tout cela à l'échelle de l'ensemble de la population. (...)

L'adoption massive du passe-sanitaire relève d'une bataille culturelle menée par le gouvernement visant à habituer la population à se soumettre à ce contrôle de masse. Cette accoutumance permettrait à l'État de poursuivre plus facilement sa conquête totale de l'espace public telle qu'il l'a déjà entamée avec la Technopolice (...) si le gouvernement français se permet d'imposer de tels outils de détection et d'exclusion des personnes qu'il juge indésirables, c'est notamment car il peut reprendre à son compte, et redynamiser à son tour, les obsessions que l'extrême droite est parvenue à banaliser dans le débat public ces dernières années afin de traquer, de contrôler et d'exclure une certaine partie de la population »⁷.

L'informatisation du monde détruit les acquis sociaux et la démocratie

Qu'est-ce que « l'informatisation du monde » dont le laissez-passer sanitaire est un des éléments ?

Le groupe Écran Total Occitanie explique que « l'informatisation du monde a deux faces : nous faisons de plus en plus de choses par ordinateur et en ligne ; nos vies deviennent ainsi la matière première des calculs destinés à entraîner des algorithmes, qui sont précisément destinés à permettre une gestion de nos vies par les experts et les machines. Il ne s'agit pas simplement de surveillance ; il s'agit d'une dépossession de tout pouvoir sur notre existence, de la création de mécanismes qui décident de tout à notre place »⁸.

Le chercheur et fondateur de La Quadrature du Net Félix Treguer énonce : « **Le fait qu'on soit une société à ce point informatisée sur le plan économique et politique et que l'on puisse sociabiliser via les réseaux sociaux a rendu les mesures de confinement drastiques.** Au XIXe siècle, c'était l'apanage des régimes totalitaires. Les technologies ont rendu un tel dispositif soutenable pour les États. **Sans le numérique, ces décisions auraient été ressenties de façon plus violente et auraient été moins facilement acceptées.** »⁹

Selon lui « échapper aux appareils de surveillance reste extrêmement difficile, et cette stratégie de la fuite, si elle est encore possible, n'est accessible qu'à des élites techniciennes. Après dix ans d'engagement dans ces débats, je suis convaincu **que l'informatique tend davantage à accentuer les rapports de pouvoir qu'à égaliser les rapports de force, ce qui pose d'importantes questions stratégiques** »¹⁰

La philosophe Barbara Stiegler fait le lien entre le solutionnisme numérique et la mise à mal du modèle démocratique :

« Nous sommes désormais dans un régime où un seul homme peut décréter de manière arbitraire les détails les plus infimes et les plus intimes de nos vies. Nous vivons un point de bascule. Depuis un an et demi, une partie des classes supérieures semble avoir renoncé au modèle démocratique. Nos dirigeants sont fascinés par le modèle chinois et **son approche techno-sécuritaire où tout est digitalisé et où les autorités distribuent des permis de citoyenneté. C'est exactement l'esprit de ce passe prétendument « sanitaire »**. Un nouveau mode de gouvernement est ici testé. Les autorités détournent les questions sanitaires pour instaurer une société de contrôle extrêmement invasive dans laquelle la démocratie est suspendue à l'aide des outils numériques et d'un discours permanent sur l'urgence (...) Le passe sanitaire en est l'illustration. Le caractère « sanitaire » du dispositif n'est nullement démontré. Pour que la vaccination soit réellement efficace, il faudrait cibler en priorité les personnes à risque, les personnes âgées, celles et ceux qui vivent avec des facteurs de comorbidité aggravants et qui sont éloignés du système de santé. Il faudrait recueillir leur consentement éclairé, les suivre, les accompagner. Ce qui implique un ensemble d'actes de soin et non des mesures de police. Et qui suppose donc le déploiement massif de personnels de santé, eux-mêmes formés et informés des risques et des bénéfices du vaccin (...). Depuis le début du quinquennat, le gouvernement démantèle les services publics et mène des politiques d'austérité qui affaiblissent l'hôpital, les services sociaux, le système éducatif. Au lieu de reconnaître ses torts et ses responsabilités, il transforme les victimes de sa propre politique - à savoir les citoyens - en coupables. Il les rend responsables de la situation présente. Il pointe leur prétendu « relâchement », insiste sur leur ignorance, leur irrationalité ou leur penchant sectaire. »¹¹

Dans la tribune « *Appel au Boycott de l'application Stop Covid- Ne laissons pas s'installer un monde sans contact* »¹² publiée par plusieurs rédactions nationales en juin 2020, initiée par Écran Total, nous pouvions déjà lire :

« (...) le fait de se savoir tracé en permanence est source de conformisme et de soumission aux autorités, même quand on ne vit pas sous une dictature (...) **Des dispositifs comme la géolocalisation électronique servent en fait à assurer le maintien d'une organisation sociale pathologique**, tout en prétendant limiter l'impact de l'épidémie que nous connaissons aujourd'hui. Le traçage du coronavirus vise à sauver (momentanément) un type de monde où l'on se déplace beaucoup trop, pour notre santé et celle de la Terre ; où l'on travaille de plus en plus loin de chez soi, en côtoyant au passage des milliers de gens qu'on ne connaît pas ; où l'on consomme les produits d'un commerce mondial dont l'échelle exclut toute régulation morale. **Ce que les promoteurs de la géolocalisation cherchent à préserver, ce n'est donc pas d'abord notre santé, ni notre « système de santé » : c'est la société de masse. C'est même une société de masse renforcée, au sens où les individus qui la composent seront encore plus esseulés et renfermés sur eux-mêmes, par la peur et par la technologie** (...) Bref, les technocrates du monde entier prétendent nous préserver du coronavirus aujourd'hui, en accélérant un système de production qui compromet déjà notre survie demain matin. C'est absurde, en plus d'être voué à l'échec ».

Matthieu Amiech, éditeur à *La Lentueur* et membre de *Écran Total* appelle au « *boycott des passes-sanitaires et autres applications de traçage qui sont l'aboutissement de notre dépendance au smartphone et à l'Internet* »¹³. Il avance que les dirigeants profitent d'un problème sanitaire, qui s'est ajouté et conjugué aux nombreux autres déjà existants, pour promouvoir une nouvelle organisation sociale. Selon lui le trait essentiel de cette nouvelle société en cours de déploiement est la sur-intégration des individus, assurée par la peur et la connexion permanente aux réseaux informatiques en vue notamment des prochains épisodes de panique que vont provoquer les conséquences du dérèglement climatique ¹⁴.

Il expose quelques raisons de s'opposer à l'informatisation du monde :

⁷ <http://www.laquadrature.net/2021/08/19/passe-sanitaire-quelle-surveillance-redouter/>

⁸ <https://caves.org/blog/wp-content/uploads/tract-Alibi-septembre.pdf>

⁹ <https://www.letemps.ch/societe/felix-treguer-technologies-surveillance-se-normalisent-laune-cette-crise>

¹⁰ https://www.liberation.fr/debats/2019/12/15/felix-treguer-l-informatique-accentue-les-rapports-de-pouvoir-plus-qu-elle-n-egalise-les-rapports-de_1769374/

¹¹ <http://reporterre.net/Barbara-Stiegler-Les-autorites-detournent-les-questions-sanitaires-pour-instaurer-une>

¹² <https://caves.org/blog/wp-content/uploads/Appel-au-boycott-de-lappli-Stop-Covid.pdf>

¹³ <https://caves.org/blog/wp-content/uploads/vaccins-le-debat-interdit.pdf>

¹⁴ Conférence à Muret le 7 août 2021-en ligne sur le site caves.org/collectifvallon

« les entreprises accroissent considérablement leur emprise sur nous ; le pouvoir social a tendance à se concentrer de manière extraordinaire ; le travail est plus facilement exploité par le capital ; la catastrophe écologique en cours est nettement aggravée par la croissance exponentielle des technologies prétendument « immatérielles ». ¹⁵

Aussi : « cette nouvelle ère de travail sans contact permet de compléter l'offensive contre les salariés entamée bien avant le coronavirus : suppression massive de postes au profit d'applications, de plateformes et de robots ; **réduction du travail relationnel au profit de réponses automatisées pilotées par algorithmes ; perte de sens du travail supplanté par d'absurdes routines bureaucratiques ; exploitation accrue, et affaiblissement des capacités de résistance des salariés, de plus en plus isolés les uns des autres.** Le confinement est ainsi une aubaine pour s'approcher de **l'objectif de remplacement de tous les services publics par des portails en ligne, fixé par le plan Action publique 2022.** Comme on le voit avec la suppression des guichets SNCF, cette numérisation accélère la privatisation des services publics, par le transfert de leur travail à des plateformes commerciales aux pratiques opaques, fondées sur le profilage massif des individus. Elle évince violemment l'ensemble des usagers peu ou pas connectés – un cinquième de la population, parmi lesquels les personnes âgées, les plus vulnérables économiquement et les récalcitrants. Elle oblige désormais des catégories en voie de paupérisation massive à s'acheter parfois autant d'équipements informatiques « de base » (PC, smartphone, imprimante, scanner...) que le foyer compte de membres. Elle nous fait basculer dans un monde profondément déshumanisé et kafkaïen » (voir note 13). Il fait ainsi « le lien entre notre addiction aux smartphones et la destruction des services publics. Il n'y aura pas de changement social sans une remise en cause frontale de l'informatique ». ¹⁶

Dans cette crise, la « stratégie du choc du capitalisme numérique » fonctionne à plein tel que l'explique Naomi Klein :

« Elle a mis un peu de temps à prendre forme, mais il semble qu'une stratégie du choc cohérente est en train d'émerger de la pandémie. Appelons-la le Screen (« écran »- ndlr) New Deal. Bien plus high-tech que tout ce que nous avons vu lors des catastrophes précédentes, elle se dessine à toute vitesse, alors même que les corps continuent de s'entasser, et fait des semaines d'isolement physique que nous avons vécues non pas une douloureuse nécessité destinée à sauver des vies, mais un laboratoire à ciel ouvert, avant-goût d'un avenir sans contact, permanent et hautement profitable (...) Voici un avenir dans lequel nos maisons ne seront plus exclusivement nos domiciles personnels, mais aussi, par le truchement d'une connexion numérique à haut débit, nos écoles, nos cabinets médicaux, nos salles de gym et, si l'État en décide ainsi, nos prisons (...) Un avenir dans lequel chacun de nos gestes, chacun de nos mots, chacune de nos relations est localisable, traçable et exploitable sous l'effet d'une alliance sans précédent entre gouvernements et méga-entreprises de la haute technologie (...) ; des « villes intelligentes » truffées de capteurs qui se substituent au pouvoir politique local (...) sur fond de catastrophe sanitaire, elle nous est désormais vendue sous la promesse douteuse que ces technologies sont les outils indispensables pour protéger nos vies d'une pandémie, l'unique moyen d'assurer notre sécurité et celle de nos proches (...) Aujourd'hui, au milieu du carnage laissé par la pandémie en cours et de la peur et de l'incertitude qu'elle instille pour l'avenir, ces entreprises entendent bien profiter de l'aubaine pour balayer toute cette participation démocratique (...) Cette stratégie du choc opère à grande vitesse. » ¹⁷

« Nos gouvernants ne font finalement que mettre en application ce que les patrons de Google, Eric Schmidt et Jared Cohen, réclamaient impatiemment dans leur ouvrage *The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business*, sorti en 2013 : « Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'il est trop risqué que des citoyens restent « hors ligne », détachés de l'écosystème technologique. Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhérera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi, et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste. Si vous n'avez aucun profil social virtuel enregistré ou pas d'abonnement pour un portable, et si vos références en ligne sont inhabituellement difficiles à trouver, alors vous devrez être considéré comme un candidat à l'inscription sur cette liste. » ¹⁸

« La preuve est faite qu'une population entière peut se soumettre aux injonctions du marketing technologique et adopter sans broncher, mais en payant, un gadget dont elle n'avait pas besoin et le monde qu'il produit. Devinez quelles conclusions le pouvoir tire de cette expérience quant à la docilité des cobayes humains. Vous avez gobé le portable ? Vous avalerez les contrôles biométriques. » (PMO en 2005 « Le téléphone portable, gadget de destruction massive » note 7)

Comme l'explique le Groupe Marcuse en son livre « La liberté dans le coma » :

« la technique n'explique pas le cours des choses, elle le cristallise et le canalise. Elle traduit des orientations collectives et des rapports de forces. Elle assoit le pouvoir de certains groupes et donne une forme à leur domination sur la nature et sur les autres hommes (...) le succès de ces techniques est l'aboutissement du mouvement historique de soumission de la réalité matérielle et culturelle à des procédures de traitement mécanisé, puis informatisé, qui a pris son envol au tournant du 19 et du 20^e siècle (...) dans une société de masse, c'est à dire dans une société qui n'est pas organisée à échelle humaine (...) le monde des hommes apparaît comme (...) réductible à des algorithmes, à des régularités statistiques » (note 6).

Changer de logiciel : pour une santé environnementale

Le curatif est indispensable. Pour autant, la question centrale de la santé environnementale, le « One Health » prôné par l'OMS, est totalement absente.

L'Appel du Collectif Inter-associations pour la Santé Environnementale signé par une trentaine d'associations nationales reconnues (Greenpeace, Ligue des Droits de L'Homme, Réseau Environnement Santé, Priartem, etc.) est pourtant de nature à nourrir le débat :

« il est urgent de le soulager du poids croissant des maladies chroniques, en établissant le second pilier du système de santé complémentaire au système de soins : la santé environnementale. La crise sanitaire révèle encore davantage les liens très forts entre l'environnement et la santé. Si la naissance des zoonoses apparaît liée à la destruction et l'exploitation de la biodiversité, les conditions de leur développement sont liées à plusieurs facteurs parmi lesquels la fragilisation des populations atteintes de maladies chroniques. Dans de telles circonstances, la santé publique ne peut se focaliser uniquement sur le curatif, certes indispensable, mais doit d'urgence intégrer la prévention primaire, pour permettre à chacune et à chacun de ne pas tomber malade à cause de son environnement. Il est urgent de revoir notre modèle de santé, de changer de paradigme et de référentiel, de penser la santé par une approche « Une seule santé », alliant les santés humaine et animale, ainsi que celle des écosystèmes (...) Il est essentiel de réduire les pollutions d'origine humaine, qu'elles soient chimiques, physiques ou biologiques, et leurs potentiels effets cocktail. Il est urgent de préserver et restaurer la qualité de l'alimentation, des eaux, de l'air ou des sols (...) » ¹⁹

Et le Réseau Environnement Santé de préciser dès juin 2020, sur le rôle des comorbidités dans l'aggravation de la crise sanitaire :

« Une des leçons majeures de la crise est que les malades chroniques ont été les grandes victimes du COVID : 84 % des comorbidités chez les victimes du COVID selon Santé Publique France. Mais ce constat a vite été évacué sous couvert de l'âge. Une donnée majeure éclaire cet enjeu : en France, le nombre de grandes maladies chroniques (Maladies cardiovasculaires, diabète, cancer) a doublé entre 2003 et 2017, ce qui veut dire **qu'il y a 14 ans, il y aurait eu, par principe, moitié moins de victimes potentielles** ». ²⁰

Un Rapport Parlementaire de 2018 nous donne à voir l'état sanitaire préalable au Covid : « Selon la Haute autorité de santé, en 2012, plus de

¹⁵ <https://www.terrestres.org/2020/06/01/peut-on-sopposer-a-linformatisation-du-monde/>

¹⁶ <https://reporterre.net/Des-humains-plutot-que-des-machines-usagers-et-cheminots-contestent-la-numerisation-des>

¹⁷ Naomi Klein : <http://www.terrestres.org/2020/05/17/la-strategie-du-choc-du-capitalisme-numerique/>

¹⁸ https://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=1536

¹⁹ <https://www.priartem.fr/journee-mondiale-de-la-sante-Appel.html>

²⁰ <http://www.reseau-environnement-sante.fr/wp-content/uploads/2020/06/CP-RES-COVID-19-N8-Post-COVID-15-juin-2020.pdf>

15 à 20 millions de Français souffraient d'une maladie chronique (la Caisse nationale d'assurance maladie précise sur ces maladies chroniques que 10,7 millions de personnes sont en « affections de longue²¹⁾ De plus, d'après les travaux du chercheur Anthony Fardet de l'Inra, en 2010, 36 % des décès seraient attribuables directement ou indirectement à une mauvaise alimentation »²²

« Face au virus Sars-cov2, 18 mois après le début du premier confinement, plusieurs mesures fondamentales de protection de la population et de prévention des maladies n'ont toujours pas été prises. Sur les 160 000 lits d'hôpitaux fermés en France entre 1990 et 2017, le gouvernement s'est vaguement engagé à en rouvrir 4 000 lors du Ségur de la santé. De même, alors qu'on a très tôt établi que les victimes les plus fréquentes du Covid sont les malades chroniques, atteints de pathologies liées à l'alimentation et à la pollution générale (maladies respiratoires, cardiovasculaires, obésité, diabète, hypertension et cancers), aucune mesure de santé publique liée à ces problèmes majeurs n'a été prise, telle l'interdiction de la publicité pour les aliments ultratransformés ou les *fast foods*, la limitation des phtalates ou des perturbateurs endocriniens, une sortie rapide des pesticides en agriculture » (déclaration de St Antonin Noble Val, 9 sept. note 34)

Un des aspects de cette santé environnementale, impactée par les portables, concerne les effets des ondes artificielles. L'électro-hypersensibilité est une des conséquences : l'Agence de sécurité sanitaire (Anses) estime ainsi à 3,3 millions le nombre de Français qui disent en souffrir (soit 5 % de la population)²³. Nous ajoutons que **Santé Publique France pointe 4 fois plus de nouveaux cas de glioblastomes** entre 1990 et 2018 : les ondes artificielles sont avancées comme explication²⁴. Le consensus scientifique amène à ces explications de l'ANSES : « sur les effets à long terme d'une utilisation intensive du téléphone portable. Certaines études montrent des excès de risques pour les cancers ou les tumeurs du cerveau » selon Olivier Merckel chef d'unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques²⁵. Une « utilisation intensive » est de nos jours... très habituelle, car selon l'ANSES elle équivaut à 30 minutes par jour... « certaines études ont en effet mis en évidence la possibilité des risques accrus de cancers du cerveau en cas d'usage intensif du mobile (de 30 minutes par jour) » ajoute O. Merckel²⁶. L'OMS parle, pour le même temps d'utilisation, de « grands utilisateurs » « **une étude rétrospective de l'utilisation du téléphone portable (jusqu'en 2004) a montré un risque accru de 40 % de gliome chez les plus grands utilisateurs** »²⁷. En ce sens 30 minutes d'utilisation quotidienne pendant 10 ans multiplie par 2 le risque de gliome, et par 7 si l'utilisation a démarré avant l'âge de 20 ans (Hardell)²⁸. Aussi selon l'Institut de Santé Publique, d'Épidémiologie et de Développement de l'Université de Bordeaux, téléphoner 900 heures au total dans une vie, soit 30 minutes par jour pendant 5 ans, multiplie le risque de gliome par 2,5 et téléphoner 15 heures par mois multiplie par 4 le risque²⁹. Selon le Dr Bann du Centre International de Recherche sur le Cancer (qui dirigea le comité d'expert de l'OMS), au sujet du classement en 2B en 2011 par l'OMS de toutes les radiofréquences et micro-ondes utilisées par les téléphones et autres gadgets : « **on ne peut pas dire qu'il n'y a rien par ce que l'épidémiologie (montre qu') il y'a quelque chose (...)** »³⁰ (voir à ce sujet nos synthèses³¹ et « Le livre noir des ondes » des Pr Belpomme et Le Ruz, et de Maîtres Cachard et Lafforgue)

Que faire ?

Félix Treguer : « (...) Les stratégies qui visent à juguler les effets néfastes de l'informatique et son imbrication aux dispositifs de pouvoir, en s'appuyant sur le droit - le droit des données personnelles notamment - ou sur des réponses techniques - comme le développement de la cryptographie pour protéger la vie privée -, touchent clairement à leurs limites. **Il faut sans doute les articuler avec un refus plus radical. Il me semble que le phénomène d'automatisation croissante des bureaucraties, présenté comme inélectable au nom de l'efficacité, de la rationalité, du moindre coût, génère un malaise de plus en plus grand.** On l'a vu dans l'opposition à Parcoursup [l'application qui gère l'affectation des bacheliers dans les universités], on le voit avec les parents d'élèves qui s'opposent à l'expérimentation de la reconnaissance faciale dans les établissements scolaires. Ce sont autant de signes de résistance à des formes de gouvernement par l'informatique, **à partir desquelles il faudrait pouvoir construire une réponse collective** ».³²

Le groupe Écran total Occitanie le 4 septembre 2021 : « Il faut cesser d'alimenter la machine sociale en informations qui servent à nous gérer, nous contrôler, nous déposséder constamment de nos maigres prérogatives : reprendre de vieux téléphones mobiles et des lignes de téléphone fixe ; réduire systématiquement les traces que nous laissons sur Internet, et pour cela en réduire notre utilisation, même pour nous informer et lutter. Aujourd'hui, il n'y a presque que ce genre de déprise numérique d'une partie de la population qui pourrait contrarier et effrayer les dirigeants politiques, industriels, et » (voir note 9)

Dans une déclaration lue à Saint Antonin Noble Val le 9 septembre 2021, nous entendons : « C'est pourquoi la résistance de restaurateurs des villages alentours à l'application du passe dans leur établissement constitue pour nous le type d'acte de désobéissance dont notre société a besoin pour ne pas se cliver et sombrer, face à un pouvoir technocratique qui tente de la mettre à genoux (...) nous nous retrouvons sur la conviction que le passe sanitaire n'est pas un outil de santé publique efficace : c'est d'abord un outil de politique industrielle, et de soumission de la population. »³³

Concluons :

« Nous n'avons pas besoin de technologies qui nous déresponsabilisent, en disant et décidant à notre place où nous pouvons aller. Ce dont nous avons besoin, c'est d'exercer notre responsabilité personnelle, pour pallier les défaillances et le cynisme des dirigeants. Nous avons besoin de construire par le bas, avec l'aide des soignants, des règles de prudence collective raisonnables et tenables sur la longue durée. Et pour que les inévitables contraintes fassent sens, nous n'avons pas seulement besoin de savoir en temps réel quelle est la situation dans les services d'urgence. Nous avons besoin d'une réflexion collective et conséquente sur notre santé, sur les moyens de nous protéger des multiples pathologies que génère notre mode de vie : les futurs virus, autant que leurs divers facteurs de « co-morbidité », tels que l'asthme, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète et bien sûr le cancer. Cette crise met une fois de plus en évidence le problème de la dépendance des peuples envers un système d'approvisionnement industriel qui saccage le monde et affaiblit notre capacité à nous opposer concrètement aux injustices sociales. Nous percevons que seule une prise en charge collective de nos besoins matériels, à la base de la société, pourrait permettre, dans les troubles à venir, de trouver à manger, de se soigner, d'accéder aux services de base.

Il faut comprendre que l'informatisation va à l'encontre de ces nécessaires prises d'autonomie : le système numérique est devenu la clé de voûte de la grande industrie, des bureaucraties étatiques, de tous les processus d'administration de nos vies qui obéissent aux lois du profit et du pouvoir »

(« Appel à Boycott de l'application Stop-covid », voir note 13)

²¹ <https://reporterre.net/Malgre-le-Covid-la-sante-environnementale-reste-aux-oubliettes>

²² Rapport n°1266 de l'Assemblée nationale, fait au nom de la commission d'enquête sur « l'alimentation industrielle : qualité nutritionnelle, rôle dans l'émergence de pathologies chroniques, impact social et environnemental de sa provenance », présenté par Loïc Prudhomme et Michèle Crouzet, 28 septembre 2018, p. 10 (https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cealimindu/15b1266-ti_rapport-enquete).

²³ https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/03/27/electrosensibles-les-experts-preconisent-une-prise-en-charge-adapte_5276783_3244.html

²⁴ <https://www.phonogate.lert.org/cancers-cerveau-glioblastomes-2018-sante-publique-france>

²⁵ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/01/27/5g-l-anses-pointe-un-manque-important-dedonnees-ong-et-scientifiques-reclament-un-moratoire_6027322_3244.html

²⁶ <https://www.la-croix.com/Sciences-et-etiquette/Sciences-et-etiquette/5G-effets-sanitaires-restent-explorer-2020-02-26-1201081612>

²⁷ Communiqué de presse de l'OMS et du CIRC du 31 mai 2011

²⁸ L. Hardell, *Calberg-Physiopathology*, 2013 p.85-110 cité par Brossard et Milesi dans « La Pollution électromagnétique » Ed Terre Vivante, 2018

²⁹ British medical journal Mobile phone use and brain tumours in the CERENAT case-control study Gaëlle Coureau, Ghislaine Bouvier, Pierre Leblay, Pascale Fabbro-Peray, Anne Gruber, Karen Lefondre, Jean-Sebastien Guillamo, Hugues Loiseau, Simone Mathoulin-Péissier, Roger Salamon, Isabelle Baldi https://oem.bmj.com/content/early/2014/05/09/oemed-2013-101754.short?g=w_oem Ahead Tab

³⁰ film « Ondes sciences et manigance » (Nancy de Méritens, 2014) <https://youtu.be/MXfXUokAuo>

³¹ <https://ceaves.org/blog/collectif-du-vallon/>

³² <https://www.liberation.fr/debats/2019/12/15/felix-treguer-l-informatique-accrue-les-rapports-de-pouvoir-plus-qu-elle-n-egalise-les-rapports-de-1769374/>

³³ <https://ceaves.org/blog/wp-content/uploads/declaration-de-Saint-Antonin-9-sept.pdf>